

Extrait du registre des délibérations  
de la séance du Conseil d'Administration  
du 19/03/2024

Le Conseil d'administration de la Régie des Eaux de Terre de Provence s'est réuni le mardi 19 mars 2024 à 18h00 en mairie de NOVES, sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre SEISSON, Président de la Régie.

Etaient présents : BALDI Jean-Marc, BESSON Jacques, CASTEX Alain, DEVOUX Jean-Louis, FABRE Louis-Pierre, FAURE Vincent, LECOFFRE Eric, LUCIANI-RIPETTI Marina, MARCON Patrick, ONTIVEROS Christian, PORTAL Serge, SEISSON Jean-Pierre.

Procurations : LEPIAN Jean-Louis (procuration à PORTAL Serge), MILLET Isabelle (procuration à SEISSON Jean-Pierre), MOURGUES Gilles (procuration à ONTIVEROS Christian), PICARDA Yves (procuration à BESSON Jacques).

Absents : ANZALONE Marie-Laurence, CLARETON Thierry, DI FELICE Jean-Marc, FERRIER Pierre, GAVANON Michel, GIRAUD Pierre, LLOBET Lionel, PONCHON Solange, ROBERT Daniel, TATON Robert, TROUSSEL Marc.

Quorum : 9	Présents : 12	Suffrages exprimés : 16	Pour : 16 Contre : 0 Abstention : 0
Date de la convocation : 13 mars 2024			

N° de la délibération : 2024-23
<b>Objet</b> : Renouvellement du contrat du Directeur

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;  
Vu l'article L. 2221-10 du code général des collectivités territoriales ;  
Vu la délibération du 20 mai 2021 de TERRE DE PROVENCE AGGLOMERATION, acte par lequel M. Charles BRUN a été nommé au poste de Directeur de la REGIE DES EAUX DE TERRE DE PROVENCE ;

Considérant que le contrat de M. Charles BRUN arrivera à son terme le 31 mai 2024 ;  
Considérant que M. Charles BRUN remplit parfaitement sa mission ;

Le Conseil d'administration, après avoir pris connaissance des conditions fixées au contrat,

**APPROUVE** à l'unanimité les termes du nouveau contrat ;

**DELEGUE** au Président la signature du contrat au nom de l'assemblée délibérante.

Fait et délibéré les jour, mois et an susvisés  
Pour extrait conforme,  
Le Président,

Jean-Pierre SEISSON

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la Régie, qui dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre, un silence de deux mois valant décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée dans un délai de deux mois au Tribunal administratif de Marseille (22-24 rue Breteuil, 13281 MARSEILLE Cedex 6, greffe.ta-marseille@juradm.fr, téléphone : 04.91.13.48.13, télécopie : 04.91.81.13.87).

La délibération peut également faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant ce même Tribunal administratif.